Quelques enseignements

Eric Malézieux

CIRAD-Direction Scientifique-délégation Ager, Ave Agropolis, 34398 Montpellier Cedex 5

Plutôt que d'apporter des conclusions définitives et tracer des perspectives, ce qui revient, bien entendu, aux organisateurs de ce colloque, je voudrais surtout ici souligner quelques idées qui me sont apparues, en tant qu'agronome, au cours de ce colloque qui réunissait des chercheurs de plusieurs disciplines autour de l'organisation spatiale et la gestion des ressources et territoires. Si, comme l'ont démontré les nombreuses communications à ce colloque, ce domaine s'affirme comme un réel objet de recherche, les débats suscités montrent également qu'il reste difficile à définir et à appréhender. Il nécessite en particulier la mobilisation de plusieurs disciplines complémentaires, l'organisation d'un vrai dialogue entre ces disciplines et, plus difficile encore, l'élaboration de nouvelles démarches intégratives. Il y a, là, à l'évidence, un véritable défi scientifique qu'il faut relever.

Le développement durable, concept aujourd'hui incontournable pour qui s'intéresse aux réalités agraires, a largement guidé les réflexions des participants, d'abord à travers le passionnant exposé introductif du Professeur Pourtier. Le développement durable appelle à une distinction entre le Nord et le Sud. Quel(s) rapport(s) existe-t-il entre le développement durable au Nord et le développement durable au Sud ? Est-on dans une situation de conflit, ou au contraire dans une dynamique positive ? Mais, en définitive, parle-t-on du même concept, du même développement durable ? Le concept de développement durable tel que défini par le Nord, généreux et harmonieux, basé sur l'avenir des générations futures, résiste-t-il à la pression de l' « immédiateté » à laquelle sont confrontées les populations du Sud ? A ces questions posées par R. Pourtier, on peut apporter ici un éclairage complémentaire. En effet, un peu à l'inverse de cette analyse, on pourrait souligner le caractère consumériste, fragile et instantané du développement actuel de nos sociétés industrialisées du Nord, si peu « durable » et l'opposer à l'apparente stabilité de certaines sociétés du Sud, où le « développement » s'il n'est pas « durable », se fait en tout cas attendre. Comment appréhender ces deux réalités si différentes sous le même vocable ?

Ces distinctions Nord-Sud, qu'il faut bien souligner et relever lorsque l'on s'intéresse au développement durable, ont été à plusieurs reprises au cœur des démarches présentées au cours de ce colloque. On sait, F. Papy nous l'a rappelé dans son exposé, que les agricultures européennes et nord-américaines débouchent aujourd'hui sur de véritables crises de société marquées par une concurrence exacerbée pour les ressources rares, des pollutions, des gaspillages et tout cela face au dénuement de plus en plus marqué des sociétés agraires du Sud. Plusieurs communications présentées au cours de ce colloque ont par ailleurs mis en avant les spécificités des agricultures tropicales traditionnelles et plus particulièrement les imbrications fortes entre ager, saltus, silva, voire hortus qui les caractérisent souvent, alors que les agricultures du Nord ont le plus souvent différencié et séparé ces activités pour mieux les intensifier. De la même façon, le poids particulier des déterminants sociaux et collectifs dans les agricultures du Sud en comparaison avec les agricultures du Nord, plus individualistes et entrepreneuriales a été à plusieurs reprises rappelé, encore que ce dernier point mériterait une analyse approfondie.

La question du partage d'une conception commune du développement durable entre le Nord et le Sud paraît donc devoir être posée. Elle débouche également sur une autre question, adressée aux chercheurs, celle de la pertinence à concevoir, à développer, à utiliser des outils et méthodologies communes pour aborder des situations a priori si différentes.

Paradoxalement, c'est au moment où le fossé entre agricultures du Nord et agricultures du Sud paraît si grand, que des voies d'évolution convergentes pourraient apparaître. Le devenir des agricultures du

Nord comme du Sud ne dépend-il pas en effet de la capacité des sociétés rurales à concevoir (avec les chercheurs ?) de nouveaux systèmes de culture et systèmes agraires basés sur des modes de conduite à bas niveaux d'intrants, tirant parti de la biodiversité et des équilibres écologiques, des synergies entre l'agriculture, la forêt et l'élevage ?

Ne sommes-nous pas ainsi, au Nord comme au Sud, face à la même carence d'outils efficaces de gestion écologique des territoires ?

C'est donc aujourd'hui d'outils communs dont nous avons cruellement besoin.

Ce colloque a d'abord permis de conforter une réflexion commune autour de la notion de territoire. Le concept de territoire a d'ailleurs fait l'objet de débats intenses, parfois contradictoires. Espace construit nous a dit le Pr. Pecqueur dans son exposé introductif ; espace de pouvoir, de mémoire, d'histoire nous a dit également le Pr. Pourtier. Pour les éthologues, un territoire est défini comme une portion d'espace défendue par un individu ou un groupe, *contre* les individus de la même espèce. Bien que le recours à l'éthologie puisse paraître un peu incongru ici (malgré nos efforts et nos ouvertures à l'interdisciplinarité), cette définition pourrait, dans une vision écosystémique de la planète où l'homme est une espèce vivante parmi d'autres, venir aussi enrichir notre conception du territoire…

L'un des ateliers de ce colloque a permis de renouveler l'intérêt, si besoin était, de l'analyse des pratiques pour comprendre le fonctionnement des territoires et leurs dynamiques. Les problèmes liés à la prise en compte de différentes échelles et niveaux d'organisation ont été largement évoqués, ainsi que les méthodologies pour aborder les questions liées à la localisation des systèmes. Là encore, le recours à l'interdisciplinarité s'impose, entre agronomes et géographes, en premier lieu, avec les sociologues, économistes, anthropologues aussi. Beaucoup d'agronomes parlent aujourd'hui de dynamiques sociales, de poids du foncier, voire de politiques publiques. Signe d'ouverture ou fuite en avant ? Cette dernière expression pourra bien sur choquer à l'heure ou, précisément, le concept de développement durable nous oblige à redéfinir nos objets de recherche. Mais l'identification précise et préalable des objets de recherche respectifs paraît nécessaire pour chaque discipline, avant la construction d'objets de recherche communs, base du dialogue vrai entre disciplines.

Le concept de développement durable appelle à la construction d'indicateurs pour, précisément, mesurer la durabilité des systèmes. La question de la mesure des impacts sur la ressource reste pourtant rarement abordée ou traitée explicitement. Le souci légitime et nécessaire d'intégration conduirait-il finalement à délaisser la mise au point de méthodologies de mesure, au profit d'autres approches ? Les sciences biophysiques et de l'écologie doivent ainsi être mobilisées explicitement, au côté des sciences humaines pour construire ces indicateurs, mais aussi comprendre plus généralement l'évolution et les dynamiques des territoires, et élaborer des solutions alternatives. Mais comment construire de véritables alternatives, qui répondent aux critères du développement durable ? Les systèmes nouveaux –et surtout durables- n'émergent pas toujours spontanément de l'innovation paysanne et le rôle des chercheurs dans ce processus, central, reste bien sur une question d'actualité, même si cette question a finalement été assez peu au cœur de nos discussions. A titre d'exemple, la difficulté à construire des modèles de représentation communs avec les acteurs a été soulignée à plusieurs reprises. Les limites des représentations graphiques (cartes, SIG) ont été de nouveau mises en évidence malgré la sophistication technologique croissante des outils. De nouvelles voies d'intervention restent donc à inventer même si les démarches d'intervention voient également surgir avec force les problèmes éthiques : pour qui et avec qui travailler, quelles sont les conséquences de nos actions, etc. ?

Ces quelques remarques sont loin de couvrir l'ensemble des avancées et questionnements soulevés lors de ce colloque. Elles ne constituent en aucun cas une tentative de synthèse, mais tentent seulement de relever quelques points qui m'ont, en tant qu'agronome, interpellé. Pour finir, je voudrais remercier les organisateurs et rappeler que ce colloque est le fruit des efforts conduits par les équipes de l'UMR SAGERT, et qu'il est encourageant, après plusieurs années d'engagements personnels, collectifs et institutionnels pour l'émergence des UMR dans le domaine de l'agronomie et de la gestion des espaces, de participer à cette manifestation. L'émergence de ces unités n'était pas forcément évidente, à fortiori dans un domaine mobilisant plusieurs disciplines comme celui de la gestion des ressources et des territoires, mais la voie semble tracée et les enjeux sont importants.

Bilan et perspectives

Jean-Pascal PICHOT

CIRAD-TERA, TA 60/15, 73 Rue J F Breton, 34398 Montpellier Cedex 5

En clôture de ce colloque marqué par une forte et riche participation de collègues français et étrangers venant pour certains d'Amérique latine et d'Afrique, il n'est pas vraiment souhaitable de chercher, dans le mouvement, à tirer des conclusions qui seraient forcément réductrices donc frustrantes pour toutes et tous.

Les apports des communications sont très riches, tant au plan des méthodes et des concepts, qu'à celui de la diversité des situations rurales évoquées, peut être trop car l'organisation des débats en quatre ateliers, n'a pas permis aux participants de suivre l'ensemble des discussions. Le parti, pris par les organisateurs, d'accepter un grand nombre de projets de communications combiné à une forte motivation des proposants nous a permis de réaliser une moisson abondante que chacun pourra exploiter, déjà à partir du cédérom distribué lors du colloque, puis à partir des actes du colloque. Il est d'ailleurs possible qu'après cette rencontre et ces discussions certains souhaitent enrichir leurs communications ou les transformer en articles dans diverses revues nous vous encourageons à le faire car le sujet n'est pas rebattu.

Parmi les multiples sujets débattus que nous pouvons mettre en exergue, je voudrais relever quelques points qui me semblent porteurs d'avenir.

Tout d'abord, la **diversité des situations** semble particulièrement riche d'enseignements pour les chercheurs et les enseignants. La confrontation des situations du Nord et du Sud, telle que ce colloque l'a permise, permet par contraste de percevoir le rôle des Etats et des politiques publiques : ici peut être trop présents, là trop inconsistants face aux injonctions des bailleurs de fonds, ailleurs trop visiblement au service d'intérêts particuliers.

Les règles d'accès aux ressources, stabilisées, au Nord, dans le cadre de lois écrites (codes fonciers, forestiers, ruraux…), sont souvent, au Sud, définies par des usages communautaires, influencées par l'histoire et les religions, arbitrées par les chefferies traditionnelles autant que par les représentants de l'Etat. Elles sont visiblement en construction et le placage imprudent d'un droit qualifié de moderne sur des réalités complexes et diverses ne facilite pas l'émergence de règles adaptées à ces réalités, voire suscite des tensions entre communautés.

On peut espérer que les rencontres de ces derniers jours encouragent les participants à développer les liens qu'ils ont noués. Pour les responsables de l'organisation du colloque ces échanges Nord-Sud entre chercheurs, enseignants et institutions concernées par la gestion des ressources et territoires constituent un enjeu décisif de la recherche et de l'enseignement supérieur, à un moment où la décentralisation fait partie du discours dominant, mais peine à se concrétiser.

L'analyse des pratiques de gestion des ressources se révèle indispensable pour comprendre à la fois la part de l'individuel et du collectif mais aussi celle de l'histoire et de l'innovation sociale en cours. Avant d'en tirer des conclusions en termes de durabilité écologique et sociale, cette analyse doit mobiliser les regards croisés des sciences de l'ingénieur, des écologues et des géographes, mais aussi des sciences sociales et juridiques. Enfin, l'impact de ces pratiques en termes de durabilité passe par la modélisation et le recours aux mathématiques appliquées.

Cette pluridisciplinarité pose de nombreux problèmes de mise en œuvre car la plupart des travaux ont une entrée sectorielle, par type d'activité ou de ressource, des échelles d'espace ou des niveaux d'organisation privilégiés, des pas de temps différents… des sensibilités variées aux organisations sociales, aux questions juridiques, aux politiques publiques.

La pluridisciplinarité est donc aujourd'hui plus un pari, un objectif souhaité, qu'une pratique de recherche.

Un des risques, qu'il convient de relever dans plusieurs communications, tient à la tentation à laquelle succombent les agronomes (sensu lato) de s'emparer de concepts et d'éléments de langage des sciences sociales sans en maîtriser complètement l'usage.

La construction d'une pluridisciplinarité véritable, au service d'une gestion intégrée des ressources et des territoires, est donc un enjeu en termes de méthodes et de concepts et cela passe sans doute par l'identification de terrains communs et d'objets de recherche construits ensemble.

Les travaux du colloque, et en particulier de l'un des ateliers, mettent un accent particulier sur la **compétition entre groupes socioprofessionnels** (agriculteurs vs éleveurs) pour l'accès à des éléments des écosystèmes auxquels certains donnent le statut de ressources en accès libre alors que d'autres les ignorent ou au contraire se les approprient, individuellement ou collectivement. La naissance et la gestion des **conflits entre agriculteurs et éleveurs**, en simplifiant, ont donné lieu à plusieurs communications et à de nombreuses discussions. Certains participants suggèrent d'ailleurs que ce thème donne lieu à une future rencontre.

Cette proposition mérite assurément d'être mûrie car si la dramatisation des tensions peut faire image et attirer l'attention, soyons attentifs à ne pas nous laisser aveugler par nos propres artifices. Des innovations discrètes en matière de gestion des ressources et des territoires devraient équilibrer les situations conflictuelles et nourrir un cadre d'analyse dépassant le circonstanciel et le sensationnel. Des pistes ont été identifiées pour ce faire.

Un enseignement que nombre de participants auront sans doute tiré des débats et des communications tient à la nécessaire **analyse critique des concepts et méthodes** mis au point dans les institutions de recherche et d'enseignement supérieurs du Nord, avant de les utiliser dans des contextes sociopolitiques différents pour décrire des sociétés rurales en construction ou en reconstruction après l'échec des modèles importés. Ce travail de déconstruction et de reconstruction en commun est une des perspectives très intéressantes de ce colloque.

Enfin, l'élaboration de règles alternatives de gestion des ressources et des territoires avec des collectivités territoriales décentralisées, dotées de prérogatives dépassant parfois leurs moyens, dans des contextes politiques marqués par la remise en cause larvée des textes fondateurs sur le domaine public national, présente à l'évidence de grands risques. Les réflexions et références méthodologiques tirées de la recherche-action ou de la recherche en intervention ne sont pas toujours bien connues des équipes concernées par la gestion des ressources et territoires. Il est possible en outre qu'elles ne soient pas suffisantes et qu'il faille chercher d'autres sources de références dans les sciences politiques et historiques.

Pour terminer, nous devons avoir une pensée pour les membres du comité scientifique et du comité d'organisation du colloque, ainsi que les responsables et rapporteurs des ateliers qui ont fait face à toutes ces communications et à leurs auteurs.

Nous ne saurions nous quitter sans une pensée très reconnaissante pour les assistantes qui ont organisé les voyages des participants étrangers, accueilli et aidé avec bonne humeur tous les communicants et auditeurs à régler de multiples problèmes.